



## **SYNDICAT MIXTE des PORTS du BASSIN d'ARCACHON**

### **Conseil Syndical du 16 décembre 2022**

#### **Votants présents :**

M. Jean GALAND, M. Jean-François BOUDIGUE, Mme Karine DESMOULIN, M. Cédric PAIN.

Un pouvoir est donné à M. Jean-François BOUDIGUE par M. Patrick DAVET.

#### **Excusé(e)s :**

Mme Marie LARRUE, M. Bruno LAFON, M. Vincent MAURIN, M. Patrick DAVET, M. Jean-Yves ROSAZZA, M. Xavier DANNEY, Mme Pascale GOT.

#### **Assistaient à la réunion :**

Mme Béatrice AURIENTIS, Mme Nelly DELEPINE, M. Éric COIGNAT, M. Alain BALLEREAU.

#### **Président de séance :**

M. Jean GALAND.

#### **Secrétaire de séance :**

M. Jean-François BOUDIGUE.

#### **Assistaient également à la réunion :**

M. Cyril CLEMENT (SMPBA), M. Thierry DAVID (SMPBA).

Les convocations aux membres du Conseil Syndical ont été envoyées le 5 décembre 2022.

#### **- Délibération n° : 20-2022**

#### **- Objet : Adhésion au service Rémunération / Chômage du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Gironde (CDG 33).**

Le Conseil Syndical du SMPBA réuni ce jour, 16 décembre 2022, à Audenge approuve à l'unanimité la présente délibération.



## **SYNDICAT MIXTE des PORTS du BASSIN d'ARCACHON**

### **Conseil Syndical du 16 décembre 2022**

#### **Délibération n° : 20-2022**

**Objet : Adhésion au service Rémunération / Chômage du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Gironde (CDG 33).**

Vu le Code Général de la Fonction Publique et notamment ses articles L. 452-30 et L. 452-40 ;

Le Président informe l'assemblée que les agents territoriaux relèvent de la réglementation de l'assurance chômage.

Les collectivités peuvent en conséquence être amenées à étudier pour leurs anciens personnels des droits à indemnisation pour perte d'emploi et leur verser le cas échéant des allocations.

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Gironde propose une prestation Chômage.

L'objectif de cette mission facultative est d'aider les collectivités dans le traitement des études et le suivi des dossiers d'allocataires chômage.

Cette mission facultative présente de nombreux avantages : étude ou simulation de droit initial, gestion mensuelle du dossier (suspension ou reprise de droit, réactualisation, suivi mensuel...), application des règles de cumul en cas d'activité, de maladie ou de formation, modèles de courriers (lettre d'admission, notification de suspension...), conseils et informations générales sur la réglementation chômage.

Eu égard à l'importance, à la complexité des questions touchant les allocations chômage et au risque contentieux inhérent à ce type de situation, il est proposé aux membres du Conseil Syndical de solliciter le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Gironde pour cette prestation et d'autoriser à cette fin le Président à conclure la convention correspondante dont le texte est soumis aux conseillers. Le détail des prestations réalisées est joint à ladite convention.

De par son ancienneté croissante le SMPBA peut être amené à traiter ce type de dossiers, ce qui rend désormais cette adhésion pertinente.

Sur proposition de Monsieur le Président du Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon,

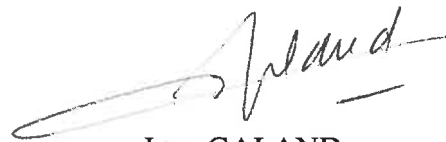
#### **Décision :**

Le conseil syndical du Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon réuni le 16 décembre 2022 décide :

- De demander le bénéfice de la prestation de Chômage proposée par le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Gironde à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023 ;
- D'autoriser Le Président à signer la convention, annexée à la présente délibération, permettant de bénéficier du service proposé par le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Gironde ;
- D'inscrire au budget les crédits correspondants.

Fait et délibéré à Audenge, le 16 décembre 2022

Le Président du Syndicat Mixte  
des Ports du Bassin d'Arcachon



Jean GALAND

*Le Président,*

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa réception par le représentant de l'État et sa publication.